Déclaration de l'Assemblée Nationale : Malgré le blocus, Cuba vaincra

La quatrième session ordinaire de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire de la République de Cuba, dans sa dixième législature, s'ouvre à un moment où notre peuple affronte, à un coût très élevé, les conséquences de l'intensification sans précédent du blocus cruel et inhumain du gouvernement des États-Unis contre Cuba et de sa politique de pression maximale et d'asphyxie économique.

Au cours de l'année écoulée, le gouvernement des États-Unis a non seulement maintenu les lois et les dispositions relatives au blocus contre Cuba et les pratiques traditionnelles pour sa mise en œuvre, mais ses actions ont visé à identifier et à poursuivre, de manière chirurgicale et par le biais d'une conception coercitive perfectionnée, les principales sources de revenus de l'économie cubaine, en plus de l'application des dispositions de la loi dite Helms-Burton, y compris celles qui stipulent son champ d'application extraterritorial.

L'objectif déclaré et historique reste le même : déprimer l'économie et les salaires, générer des pénuries matérielles et des dommages aux services publics, provoquer le mécontentement et le désespoir de la

population ; générer le découragement et le désespoir dans le but ignoble de nous briser et de subvertir l'ordre constitutionnel légitimement établi par le peuple cubain dans l'exercice de son droit à l'autodétermination.

Parmi les mesures les plus sévères figurent le maintien de Cuba sur la liste unilatérale et arbitraire du département d'État américain des pays supposés être des sponsors du terrorisme ; la possibilité d'intenter une action devant les tribunaux américains pour intenter des poursuites en vertu du titre américain du terrorisme ; et la possibilité d'intenter une action devant les tribunaux américains pour intenter des poursuites en vertu de la Constitution américaine. la possibilité d'intenter des actions en justice en vertu du titre III de la loi sur la liberté et la solidarité démocratique de Cuba (loi Helms-Burton) ; les sanctions ou les menaces de sanctions à l'encontre des compagnies maritimes, des transporteurs, des assureurs ou des réassureurs impliqués dans la fourniture de carburant à Cuba ; la persécution intense et méticuleuse des transactions financières cubaines et les obstacles qui en résultent pour l'approvisionnement en ressources de base de la population et le fonctionnement de l'économie ; les campagnes diffamatoires contre la coopération solidaire qu'offre Cuba, notamment dans le domaine de la santé, ainsi que la poursuite d'autres listes unilatérales qui impliquent l'application de mesures coercitives à l'encontre de notre pays.

Le gouvernement des États-Unis soutient cette véritable guerre économique au moyen de méthodes de guerre non conventionnelles et d'opérations systématiques de désinformation visant à rendre le gouvernement cubain responsable des conséquences et des dommages causés par le blocus lui-même, ce qui constitue un acte malhonnête et extrêmement cynique de la part du même gouvernement qui applique une politique d'asphyxie préméditée de l'économie cubaine.

Le monde sait ce qu'ils ont été capables de faire contre Cuba entre 2019 et janvier 2021, générant des pénuries sans précédent et une augmentation de l'émigration qui nuit à la famille cubaine.

Quiconque ne reconnaît pas le blocus économique, commercial et financier et tout son réseau de mesures coercitives unilatérales comme le principal obstacle au développement économique et social de Cuba est absolument mensonger.

Aucun pays au monde, même avec des économies beaucoup plus prospères et solides que celle de Cuba, ne pourrait faire face à une agression aussi impitoyable, asymétrique et prolongée sans que le niveau de vie de sa population, sa stabilité et sa justice sociale, auxquels nous ne renoncerons jamais en dépit du blocus, n'en pâtissent considérablement.

Notre peuple, qui est la principale victime de cette politique, connaît parfaitement les intentions des gouvernements américains successifs à l'égard de Cuba. Cependant, au prix de grands sacrifices, il a su résister et surmonter les graves obstacles que cette politique d'hostilité génère. Telle a été et telle sera notre détermination.

Le blocus américain contre Cuba viole le droit international. Il est contraire aux objectifs et aux principes de la Charte des Nations unies. Il constitue une violation du droit à la paix, au développement et à l'autodétermination d'un État souverain. Elle transgresse également les droits souverains d'autres États en raison de son caractère extraterritorial.

Il s'agit, dans son essence et ses objectifs, d'un acte d'agression unilatérale, d'une menace permanente pour la stabilité du pays. Il s'agit d'un crime contre l'humanité, d'un acte de génocide et d'une violation massive, flagrante et systématique des droits de l'homme de tous les Cubains. Il s'agit d'une politique cruelle de punition qui n'a aucune justification.

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire, au nom du peuple cubain, demande que le blocus américain soit levé une fois pour toutes, que le gouvernement américain cesse de persécuter nos relations économiques et financières avec le reste du monde, qu'il élimine les millions de dollars du budget fédéral

destinés à subvertir l'ordre interne et à alimenter les opérations de désinformation contre Cuba, et que le pays soit retiré de la liste arbitraire et unilatérale des États soutenant le terrorisme.

C'est également l'appel croissant du peuple américain, des acteurs les plus divers aux quatre coins du monde et de la communauté internationale, reflété dans les 32 résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations unies sur la « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis d'Amérique à l'encontre de Cuba ».

La politique de blocus et de subversion contre notre pays n'est pas soutenue par la majorité du peuple américain, comme le montrent, entre autres, plus d'une centaine de résolutions adoptées par des villes de ce pays exigeant la fin du blocus économique, commercial et financier et le retrait de Cuba de la liste des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme.

Comme l'ont exprimé les plus hautes autorités de notre gouvernement, Cuba maintient sa volonté de construire une relation civilisée et respectueuse avec le gouvernement américain, malgré nos différences.

Nous resterons ouverts aux échanges et au travail avec tous les homologues et partenaires de la société américaine qui souhaitent avancer avec Cuba dans la recherche d'une relation mutuellement bénéfique. Votre gouvernement sait qu'une relation respectueuse et civilisée avec Cuba est dans l'intérêt du peuple américain.

Nous n'hésiterons pas à dénoncer le blocus, convaincus que cette politique criminelle devra être éliminée une fois pour toutes. Nous défendrons notre indépendance, notre souveraineté et notre autodétermination et nous nous opposerons fermement et avec force à tout acte d'ingérence dans les affaires intérieures de notre peuple et à toute agression.

Les défis auxquels notre peuple est confronté sont considérables, car nous nous efforçons de construire un pays toujours meilleur, plus prospère et où règne une plus grande justice sociale. Dans cet effort, nous réaffirmons notre détermination à continuer à avancer sur la voie du socialisme, avec ou sans blocus.

L'Assemblée nationale du pouvoir populaire, en réitérant sa condamnation la plus énergique et la plus retentissante de la poursuite de la politique criminelle de blocus économique, commercial et financier que nous impose le gouvernement des États-Unis, appelle la communauté internationale, les mouvements de solidarité et les parlements du monde à faire front commun pour dénoncer le durcissement de la guerre économique, les opérations de discrédit et les grandes tentatives d'ingérence dans nos affaires intérieures. Vous pouvez être sûrs que le peuple de Cuba résistera et vaincra une fois de plus.

À la veille d'un nouvel anniversaire du triomphe de la Révolution, qui nous a rendus véritablement libres, indépendants et souverains, et à laquelle nous ne renoncerons jamais, nous appelons tous les Cubains à la Marche du Peuple Combattant le 20 décembre.

La patrie ou la mort ! Nous vaincrons !

---

https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/372380-declaration-de-lassemblee-nationale-malgre-le-blocus-cuba-vaincra

Radio Habana Cuba